

# France Télévisions secoué par un nouvel audit

Paule Gonzalès

21 mars 2006, (Rubrique **Médias & Publicités**)

**Un rapport de l'Inspection des finances préconise réduction des effectifs, fusion des rédactions de France 2 et France 3, hausse de la marge d'exploitation... Les syndicats s'interrogent.**

PRIS ENTRE le marteau de l'Etat et l'enclume des syndicats, Patrick de Carolis, le président de Francetélévisions, entame une partie difficile. La semaine dernière, l'Inspection générale des finances (IGF) a mis le feu aux poudres en présentant son état des lieux de la télévision publique. De quoi provoquer l'inquiétude du personnel, notamment à France 3, talon d'Achille du groupe. Cet après-midi, le comité d'entreprise de la chaîne qui a déclenché un droit d'alerte à propos d'un premier rapport interne, ne manquera pas d'évoquer les questions soulevées par l'état des lieux et les préconisations de l'IGF. En ligne de mire, la délicate négociation du Contrat d'objectifs et de moyens qui doit sceller pour cinq ans l'avenir des chaînes publiques.



Expertise chiffrée à l'appui, les services de l'Etat ont préconisé, pour les cinq années à venir, la fermeture de la filiale de production de France 3, la réduction de 13 à 6 des directions régionales de cette chaîne, une diminution des effectifs de 1 000 personnes sur un total de 11 000 salariés et une fusion des rédaction de France 2 et France 3. L'IGF a aussi insisté sur la nécessité pour l'audiovisuel public de totaliser d'ici cinq ans 40% de parts d'audience, d'arriver à «une marge d'exploitation de 4% de son chiffre d'affaires» et à une «capacité d'autofinancement de 8%». Sans compter la nécessité de voir «les activités nouvelles» représenter à terme 20% du résultat. Autant d'impératifs qui paraissent vertigineux aux partenaires sociaux. La CGT craint «un plan social» tandis que la CFDT redoute «nuages noirs et éclairs à l'horizon».

## Les syndicats sur la défensive

Devant les salariés de France 3 Nord, Patrick de Carolis n'a pas hésité à s'opposer à la fusion des rédactions, à la suppression de la filiale de production et à une réduction des infrastructures régionales. Un gage donné aux personnels de France Télévisions et, plus habilement, aux parlementaires très attachés à la présence de France 3 en région. «Il y a toujours eu une différence entre l'Etat financeur et l'Etat élu soucieux du bien-être de son électorat», souligne un vieux routier de l'audiovisuel public. De fait, dans l'ouest de la France, 900 élus ont déjà fait savoir qu'ils ne souhaitent pas de réduction des programmes régionaux.

S'il compte sur les départs en retraite pour alléger la masse salariale, l'état-major de France Télévisions s'oppose vigoureusement à tout plan social. Et c'est sur les objectifs comptables du rapport qu'il va se battre. Un développement agressif exigera des investissements de taille. Lors d'une rencontre avec l'IGF, les lieutenants de France Télévisions ont rappelé que l'audiovisuel public français était sans doute l'un des moins bien financés d'Europe. Pour se mettre au niveau des enjeux du numérique notamment, l'Etat devra remettre au pot. Une possibilité que réfute d'emblée Louis de Broissia, sénateur et administrateur, qui rappelle qu'«aucun homme politique n'acceptera d'augmenter la redevance tant que les réformes ne seront pas engagées». Si tel était le cas, Patrick de Carolis aura beau jeu de renvoyer son actionnaire à ses responsabilités.